

Rencontre Kim-Poutine : l'Ukraine bien sûr, mais surtout l'Asie-Pacifique

Jean-Yves Colin

20-09-2023

20 septembre 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Rencontre Kim-Poutine - l'Ukraine bien sûr, mais peut-être surtout l'Asie-Pacifique

Jean-Yves Colin

20 septembre 2023

Du contenu de l'entretien du 12 septembre entre Kim Jong-un et Vladimir Poutine au cosmodrome Vostotchny - situé dans la région de l'Amour et base alternative de lancement au site de Baikonour dans le Kazakhstan - on ne sait quasiment rien et le propos du Président russe à la veille de cet entretien : « Nous discuterons de tout », était à tout le moins évasif et peu éclairant. Plus tard le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a indiqué qu'aucun accord n'avait été signé.

Aussi les observateurs ont-ils beaucoup mis en valeur certains signes de cette rencontre. Tel est le cas des modalités du voyage de Kim Jong-un : son train blindé dans lequel il a l'habitude de voyager à l'instar de son père et de son grand-père, le cérémonial de son départ et de son arrivée qui n'est pas sans rappeler les déplacements politiques des années 1930, sa surprenante lenteur (50 ou 60 kms/h) liée au poids de son blindage, le chargement de sa limousine Maybach et le luxe supposé du wagon présidentiel. C'est aussi le cas du menu du dîner qui suivit (esturgeon, beignets et boulettes de crabe, vins russes...) ou des échanges de cadeaux. Le lieu lui-même soulignait l'intérêt du Président Kim pour les lanceurs de satellite et la politique spatiale après un double échec nord-coréen de mise en orbite de satellite en 2023. D'autres observateurs, à commencer par le porte-parole du département d'État américain, ont relevé que le chef d'État russe a traversé toute la Russie – Vostotchny est à 8 000 kms de Moscou - pour rencontrer son homologue nord-coréen et l'ont interprété comme le fait qu'il a « quémanté » l'aide nord-coréenne, omettant que la tenue d'un forum économique à Vladivostok était un opportun prétexte pour V. Poutine.

Bien entendu la guerre en Ukraine et les besoins en armement de l'armée russe ont été très probablement une part importante des discussions entre les deux hommes. Comme la presse l'indique régulièrement, l'armée russe tire un nombre impressionnant d'obus chaque jour. Cette pratique fait naturellement penser à l'offensive soviétique de la seconde guerre mondiale, voire aux combats de la première, et met en difficulté les capacités productives des usines d'armement russes – comme le sont en contrepartie celles de l'Ukraine et des pays occidentaux. Aussi il était attendu que cet entretien débouchât sur un accord aux termes duquel la Corée du Nord fournirait notamment des obus et autres matériels d'artillerie. Cela n'aurait rien d'étonnant compte tenu de la compatibilité des équipements russes et nord-coréens, de l'importance du complexe militaro-industriel nord-coréen, et de la recherche par la Russie d'appuis venant de pays proches, l'Iran en étant un pour les drones. Fin juillet la visite en Corée du Nord de Sergueï Choïgou, ministre de la Défense russe, a été considérée comme préparant ce développement et ce déplacement de V. Poutine à l'autre bout de son empire. De leur côté les Nord-Coréens pouvaient espérer une assistance en termes de missiles de longue portée, voire de leur programme nucléaire. Si un accord reste probable, rien d'officiel n'est sorti de cette rencontre, ce qui n'est guère étonnant en situation de guerre.

Cette rencontre entre Kim Jong-un et Vladimir Poutine doit aussi être resituée, en particulier pour la Corée du Nord, dans le contexte prévalant en Asie du Nord. Celui est

caractérisé depuis l'échec des discussions entre le chef d'État nord-coréen et le Président Trump, par l'intensification des essais de missiles à la fois de courte et moyenne distance menaçant la Corée du Sud et le Japon mais aussi de longue portée pour montrer que le territoire américain dès Hawaï et les bases du Pacifique sont vulnérables. En outre la rencontre russo-nord-coréenne a suivi de quelques semaines à peine celle de Camp David du 18 août entre les Présidents Biden et Yoon, et le Premier Ministre Kishida (cf. publication Asia Centre du 21 août) qui a consolidé la relation globale entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, et acté de l'apaisement entre Tokyo et Seoul. L'Asie du Nord voit s'affronter de fait deux « triangles » : celui entre la Chine, la Corée du Nord et la Russie, et celui entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Au niveau militaire, cette tension aboutit non plus seulement à des exercices militaires bilatéraux, mais aussi trilatéraux ; ni les essais de missiles de Pyongyang, ni sa marche forcée pour accéder à un plein statut de puissance nucléaire n'en sont ralenti, bien au contraire ; au lendemain de la rencontre de Vostotchny et alors que le Président Kim était encore en Russie, la Corée du Nord a tiré deux missiles en mer du Japon.

Pour le Président Kim, quels que soient les résultats concrets de cette rencontre avec V. Poutine, elle a le grand mérite de renforcer sa crédibilité et sa stature internationale, non seulement auprès de la population nord-coréenne qui ne peut ni ne doit en douter, mais aussi en Asie et en particulier auprès des États impliqués par la situation de la péninsule coréenne. C'était déjà un acquis de ses deux rencontres avec Donald Trump à Singapour et Hanoi, qui lui avaient permis de passer de l'état de « rocket man » comme l'avait d'abord qualifié D. Trump, à celui d'homme d'État et de personnalité incontournable, y compris pour ses alliés. De nouveau Kim Jong-un, en bon tacticien, a profité du relatif isolement de V. Poutine pour conforter sa stature. Il a flatté le chef d'État russe en qualifiant la relation avec la Russie de « toute première priorité », en voulant l'amener à un « nouveau niveau » et en promettant « d'être toujours sur les champs de bataille aux côtés de la Russie pour combattre l'impérialisme ». Il a invité V. Poutine à se rendre à Pyongyang.

Il a poursuivi son séjour par la visite d'une usine de fabrication d'avions de chasse à Komsomolsk-sur-Amour, comme l'avait fait Kim Jong-il en 2001 et 2002. Il a rejoint S. Choïgou à Vladivostok. Il y est monté à bord du navire de guerre Maréchal-Chapochnikov, où l'avion Mig-31 et son missile hypersonique lui ont été présentés et y a visité un laboratoire de biologie marine. Le Président Kim s'est aussi rendu sur la base aérienne de Knevichi. L'agence de presse nord-coréenne KCNA a noté que leurs entretiens avaient eu pour objet de renforcer la coopération militaire bilatérale et d'échanger sur des « questions pratiques ». L'importance de ce voyage pour Kim Jong-un - la rencontre précédente avec V. Poutine datait de 2019 - est aussi marquée par la qualité de ceux qui l'ont accompagné : sa sœur Kim Yo-jong, ses ministres des affaires étrangères (Choe Son-hui) et de la défense (Kim Sun-nam) et les principaux dignitaires militaires. Au total le séjour russe de Kim Jong-un aura duré six jours, ce qui exceptionnellement long.

Pékin ne semble pas avoir réagi à cette rencontre. Des spéculations circulent sur la possibilité pour la Corée du Nord de jouer les intermédiaires en matière de fourniture de matériel militaire entre la Chine et la Russie. On peut aussi estimer que les manifestations de chaleureuse amitié entre V. Poutine et Kim Jong-un peuvent agacer certains dirigeants chinois. De tous temps, la Corée du Nord dont la survie économique dépend en très grande partie du commerce avec la Chine, légal ou informel, a montré

son nationalisme, n'a jamais voulu paraître comme « Etat tributaire » de la nouvelle Chine impériale et a toujours cherché à ne pas être en position servile par rapport à son grand voisin.

Quant à Washington, les représentants du département d'Etat et du Conseil de sécurité nationale (NSC) ont exprimé leurs inquiétudes et menacé Pyongyang de nouvelles sanctions, ce qui sans doute impressionne peu la Corée du Nord qui vit sous régime de sanction depuis toujours.

La Corée du sud a réagi de deux façons. D'une part le NIS (National Intelligence Service) a fait part d'informations, reprises par la presse nipponne, cherchant à discréditer Kim Jong-un en indiquant qu'il aurait pris beaucoup de poids en raison de troubles du sommeil, et serait très addictif au tabac et à l'alcool. D'autre part, le Président Yoon Suk-yeol pendant son prochain séjour de plusieurs jours à New York pour assister à l'assemblée générale de l'ONU, devrait y fustiger d'éventuels échanges militaires entre la Russie et la Corée du Nord au cours de son intervention. Lors d'une conférence de presse avant son départ pour New-York, le Président Yoon a qualifié la possible coopération militaire russo-nord-coréenne « d'illégale, injuste et contraire aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies ». Il a ajouté que « toute attaque nucléaire de la Corée du Nord...aboutira à la fin de son régime ». Le ministère des affaires étrangères sud-coréen, avant même la rencontre du 12 septembre, avait rappelé les droits et des devoirs des États membres du Conseil de sécurité en matière de sanctions.

Tokyo tout en suivant attentivement ce voyage en Russie n'a guère réagi à la rencontre entre les chefs d'Etat russe et nord-coréen... mais il est vrai que le Premier Ministre était surtout occupé à remanier son gouvernement et a dosé sa nouvelle équipe entre hommes et femmes, et surtout entre représentants des factions de son parti.